

La Suisse cherche un rôle de médiatrice

Autor(en): **Rutz, Eveline**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger**

Band (Jahr): **50 (2023)**

Heft 3

PDF erstellt am: **21.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1051971>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

La Suisse cherche un rôle de médiatrice

La Suisse siégera au Conseil de sécurité de l'ONU pendant deux ans. Ce mandat intervient à une période difficile, car la guerre menée par les Russes en Ukraine met sous pression l'organe qui est censé assurer la paix dans le monde.

EVELINE RUTZ

Après le tremblement de terre de février, les Syriens, déjà affectés par la guerre civile dans leur pays, ont longuement attendu de l'aide. Seul un point de passage était ouvert près de la Turquie. Le dirigeant syrien, Bachar el-Assad, avait en effet réclamé que toutes les prestations humanitaires soient délivrées exclusivement par Damas, de sorte à pouvoir les contrôler. «Les personnes dans le besoin ne reçoivent pas suffisamment d'aide», critiquait l'ambassadrice suisse auprès de l'ONU, Pascale Baeriswyl, dans les premiers jours suivant le séisme. Le Conseil de sécurité de l'ONU a fait pression sur le régime syrien, qui a ensuite ouvert deux autres points de passage.

Cet exemple montre ce que le Conseil de sécurité est capable de faire. Il peut atténuer les souffrances humanitaires dans les situations conflictuelles. Depuis le début de l'année, la Suisse siège au sein de l'organe. Pascale Baeriswyl y rapporte les positions de la Suisse lors des séances quotidiennes. Cette diplomate chevronnée dirige depuis 2020 la mission permanente de la Suisse au

siège de l'ONU, à New York. Le mandat de la Suisse au Conseil de sécurité durera jusqu'en 2024. D'après Ignazio Cassis, ministre des affaires étrangères, elle aura «un rôle important» à jouer en raison de son expérience de pays pacifique et multiculturel, défendant des valeurs comme la liberté, la démocratie et l'état de droit.

L'ombre de la guerre en Ukraine

La Suisse est l'un des dix membres non permanents du Conseil de sécurité. Les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France, la Russie et la Chine en sont les influents membres permanents. Ils disposent d'un droit de veto, peuvent ainsi bloquer des décisions et n'être sanctionnés que de manière limitée.

Cela a été rappelé en février 2022, lorsque la Russie a envahi l'Ukraine. Le Conseil de sécurité a dû faire face au fait qu'un de ses membres principaux passe outre les principes centraux de l'ONU et viole le droit international. Des critiques se sont élevées pour dénoncer l'inutilité de l'organe, inapte à remplir la mission

Pascale Baeriswyl, ambassadrice de la Suisse à l'ONU, durant la cérémonie des drapeaux à l'occasion de l'entrée de la Suisse au Conseil de sécurité.

Photo: Keystone

pour laquelle il a été créé: garantir la paix dans le monde. Et le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a déclaré que le monde était au bord du gouffre et allait dans la mauvaise direction. Plusieurs pays ont demandé à Vladimir Poutine de mettre fin au carnage et condamné la Russie en paroles, n'ayant nul autre moyen d'action.

«La fonction préventive est limitée»

La marge de manœuvre du Conseil de sécurité est effectivement limitée. Il peut décréter des sanctions économiques et diplomatiques et lancer des opérations militaires si certains de ses membres mettent des soldats à sa disposition.

«Cependant, il est vrai qu'il ne remplit pas assez bien son mandat principal, qui est d'éviter la guerre», a déclaré Pascale Baeriswyl à la chaîne de médias suisse SRF. C'est regrettable, mais la fonction préventive du Conseil de sécurité est limitée. Néanmoins, a ajouté la diplomate, il est toujours en mesure d'atténuer les dommages. Ainsi, il a déjà sauvé la vie de millions de personnes grâce à des corridors humanitaires.

«Neutralité ne signifie pas absence de solidarité»

La Suisse s'est fixé quatre axes de travail pour les deux ans de son mandat: la paix durable, la protection des populations civiles, le renforcement de l'efficacité de l'organe et la sécurité climatique. La Suisse est liée aux valeurs de l'ONU, a déclaré Ignazio Cassis en automne à New York. Elle condamne donc fermement l'agression russe en Ukraine. La Suisse est neutre, mais «neutralité ne signifie pas absence de principes et de solidarité.»

